

République française
Département de
l'Essonne

SYNDICAT MIXTE FERMÉ EAU DU SUD FRANCILIEN

Extrait du registre des délibérations du comité syndical

Séance en date du jour de la séance

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, le 20 juin 2025, le comité syndical du syndicat mixte fermé Eau du Sud francilien, dûment et régulièrement convoqué le jour de la convocation, s'est assemblé en son siège sis à l'hôtel d'agglomération de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart, situé à Évry-Courcouronnes, dans la salle des assemblées, sous la présidence de son président, M. Michel BISSON.

Étaient présents

Nombre de membres
composant le comité
syndical :

8

Nombre de délégués
présents ou
représentés lors de la
séance :

Début de séance : 6

Fin de séance : 6

Représentant la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart

MM. Michel BISSON, Jacky BORTOLI, titulaires ;

Représentant la communauté d'agglomération Cœur d'Essonne Agglomération

M. Éric BRAIVE, titulaire ;

Représentant la communauté d'agglomération Val d'Yerres Val-de-Seine

M. Romain COLAS, titulaire ;

Représentant l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre

M^{me} Nathalie LALLIER, titulaire ;

Étaient absents excusés

Représentant la communauté d'agglomération Val d'Yerres Val-de-Seine

M. François DUROVRAY (pouvoir à M. Romain COLAS)

Représentant l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre

Mme Brigitte VERMILLET, suppléante ;

Délibération n°2025/16

**Objet : Rapport annuel 2024 du Prestataire - Production & réservoirs d'eau potable :
Corbeil-Essonne**



Séance du comité syndical en date du 20 juin 2025

Délibération n°DEL-2025/16

Objet : Rapport annuel 2024 du Prestataire - Production & réservoirs d'eau potable : Corbeil-Essonnes

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses article L. 2224-5, L. 5211-6, L. 5211-9, L. 5211-10, L. 5216-5 et D. 2224-1 à D. 2224-5 ;

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L. 3131-5, R 3131-2 et les suivants ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n°2022-PREF-DRCL-503, portant création du syndicat mixte fermé « Eau du Sud Francilien »

Vu les statuts du Syndicat Mixte fermé Eau du Sud Francilien ;

Vu la délibération n° 2023/1 du conseil syndical en date du 9 février 2023 portant installation des membres du conseil du syndicat mixte fermé Eau du Sud francilien ;

Vu la délibération n° 2023/2 du conseil syndical en date du 9 février 2023 portant élection du président du syndicat mixte fermé Eau du Sud francilien ;

Considérant que le SMF ESF exerce, conformément à ses statuts, en lieu et place de ses membres la compétence en matière de production et de transport d'eau potable,

Considérant que le SMF ESF assure la maitrise d'ouvrage de l'usine de production d'eau potable de la Clergerie implantée à Corbeil-Essonnes et gère les réservoirs de cette commune ;

Considérant que l'exploitation des ouvrages susmentionnés a été confiée à Suez Eau France dans le cadre d'un marché de prestation de services ;

Considérant que dans le cadre de la mission qui lui est confiée Suez Eau France rédige un rapport annuel présentant les informations techniques et financières relatives aux prestations réalisées ;

Vu le rapport annuel joint en annexe de la présente délibération ;

Considérant que le rapport annuel du prestataire est un document produit tous les ans, comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du marché de prestations de services et une analyse de la qualité des ouvrages, pour l'année écoulée ;

Sur proposition du Président,

Ayant entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

PREND ACTE de la présentation du rapport annuel du prestataire pour l'exploitation de l'usine de la Clergerie et des réservoirs de Corbeil-Essonnes au titre de l'année 2024 ;

PRECISE que le rapport sera transmis aux membres du Syndicat Mixte Fermé Eau du Sud Francilien pour affichage et mise à disposition du public ;

DIT que la présente délibération sera transmise au préfet du département de l'Essonne et publiée en ligne sur le site Internet du syndicat mixte fermé (SMF) Eau du Sud francilien (ESF), à l'adresse <https://eaudusudfrancilien.fr/>.

Vote	
NPPV	0
Absentions	0
Suffrage exprimés	6
Majorité absolue	4
Vote Pour	6
Vote Contre	

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

Michel BISSON

Acte transmis à la préfecture de l'Essonne le ~~17~~ 27 JUIN 2025
Affiché / Publié le ~~17~~ 27 JUIN 2025

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles, sis 56, avenue de Saint-Cloud (78011), ou d'un recours gracieux auprès du syndicat mixte fermé (SMF) Eau du Sud francilien, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite d'acceptation, sauf exceptions prévues à l'article 21 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et par les décrets d'application de ce texte. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.



1501-38
6862 21

Séance du comité syndical en date du 20 juin 2025

Note de synthèse n°5

Objet : Rapport annuel 2024 du Prestataire - Production & réservoirs d'eau potable : Corbeil-Essonnes

Créé aux termes de l'arrêté inter-préfectoral n° 2022-PREF-DRCL-503 en date du 15 décembre 2022 des préfets de l'Essonne, de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne, le syndicat mixte fermé (SMF) Eau du Sud francilien (ESF) regroupe les communautés d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonnes-Sénart (GPS SES), Cœur d'Essonne Agglomération (CEA) et Val d'Yerres Val de Seine (VYVS), l'établissement public territorial (EPT) Grand-Orly Seine Bièvre (GOSB) ainsi que la Régie des eaux de la Seine et de l'Orge (RESO).

Instauré avec le soutien du département de l'Essonne, le SMF ESF exerce, conformément à ses statuts, en lieu et place de ses membres la compétence en matière de production et de transport d'eau potable.

En conséquence, le SMF ESF est compétent pour la production d'eau potable sur la commune de Corbeil-Essonnes et assure à ce titre la maîtrise d'ouvrage de l'usine de production d'eau potable Philippe de la Clergerie permettant de desservir en eau potable cette ville. De plus, il gère également les réservoirs de Montconseil (semi-enterré) et du Lycée (sur tour) implantés sur la commune de Corbeil-Essonnes.

L'exploitation de l'usine et des réservoirs susmentionnés a été confiée à Suez Eau France dans le cadre d'un marché de prestations de service s'achevant le 31 décembre 2025.

Dans le cadre de ses prestations, le prestataire Suez Eau France doit rédiger un rapport annuel permettant de s'assurer de la bonne exécution du marché. Ce rapport présente :

- les données de production : volumes prélevés, volumes d'eau produits, qualité de l'eau (ressource / eau produite) ;
- les données d'exploitation : consommations électriques et de réactifs, contrôles réglementaires réalisés, nombre d'interventions sur les installations ;
- les travaux de renouvellement réalisés ;

- les comptes de la prestation de service.

Conformément à l'article D. 2224-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il revient à chaque président du groupement de collectivités compétent en matière de gestion du service public de l'eau potable de présenter à son assemblée délibérante les rapports annuels des prestataires du service public de l'eau potable.

Il est proposé en conséquence au comité syndical de prendre acte de la présentation du rapport annuel pour l'année 2024, ci-annexé relatif à l'usine de production d'eau potable Philippe de la Clergerie et aux réservoirs de Corbeil-Essonnes.

SMF Eau du Sud francilien

• 500, place des Champs-Élysées
• 91080 Évry-Courcouronnes - Tél.: 01 69 91 58 58
• www.eaudusudfrancilien.fr



Service de l'eau

Rapport annuel du prestataire 2024

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

CA GPS Production & réservoirs
Rive gauche - Lot 1

Version V3 du 31 mai 2025 VD

© SUEZ / Giulia Frigieri

110152
BBL 31

Sommaire

1	 Synthèse de l'année	5
1.1	Contexte national : les faits marquants de l'année	7
1.2	Contexte national : les évolutions à venir.....	8
1.3	Votre contrat : l'essentiel de l'année	11
2	 Présentation du service	13
2.1	Le contrat	15
2.2	Notre organisation dédiée à votre contrat	16
2.2.1	La gestion de crise et continuité d'activité	16
2.3	L'inventaire du patrimoine	17
2.3.1	Les biens de retour	17
2.4	Les travaux neufs	19
3	 Qualité du service	21
3.1	La qualité de l'eau	23
3.1.1	La gestion de la présence de pesticides et métabolites dans l'eau potable	23
3.1.2	La ressource	25
3.1.3	La production	26
3.1.4	La distribution	27
3.1.5	Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007	27
3.2	Le bilan d'exploitation	28
3.2.1	La consommation électrique	28
3.2.2	Les volumes pompés et refoulés	29
3.2.3	Les contrôles réglementaires	29
3.2.4	Le nettoyage des réservoirs	31
3.2.5	Les autres interventions sur les installations	31
3.2.6	Les interventions en astreinte	32
4	 Comptes de la prestation	33
4.1	Le CARE	35
4.1.1	Le CARE	35
4.1.2	Le détail des produits	36
4.2	La méthode d'élaboration du CARE	36
4.2.1	ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ	37
4.2.2	LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION	37
4.2.3	LES CHARGES ÉCONOMIQUES CALCULÉES	39
4.2.4	APUREMENT DES DÉFICITS ANTÉRIEURS	43
4.2.5	IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	43
4.3	La situation des biens et des immobilisations	44
4.3.1	La situation sur les installations	44
4.3.2	Le Compte de résultat	46
5	 Votre prestataire	47
5.1	Notre organisation	50
5.1.1	La Région	50
5.1.2	Vos interlocuteurs de proximité du contrat	51
5.2	Notre système de management	52

150132
HRE 81

A full-page photograph of two industrial workers in high-visibility vests and hard hats reviewing a tablet on a steel structure. The background shows a complex network of pipes and structural beams under a blue sky with clouds. The sun is visible on the right, creating a lens flare effect.

Synthèse de l'année

110132
BBL 81

1.1 Contexte national : les faits marquants de l'année

L'ambition nationale de sobriété des usages d'eau nécessite de repenser le modèle de financement des services de l'eau et l'assainissement

La sécheresse exceptionnelle en 2022 a conduit à des appels à la sobriété par le Gouvernement et au lancement par le Président de la République d'un *Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau* (dit Plan eau) fixant notamment une ambition de réduction des prélèvements de 10% d'ici 2030. Depuis lors, l'ensemble des acteurs de l'eau ont vu diminuer de manière structurelle les consommations des usagers quels qu'ils soient (particuliers, entreprises, collectivités), en lien avec une évolution des comportements. Si cette baisse des consommations, - qui est appelée par tous - est vertueuse pour l'environnement et la ressource en eau, elle pose aujourd'hui la question de la pérennité des services d'eau et d'assainissement français. Dans un contexte de retard important en matière d'investissements, de renforcement de la réglementation et de défis majeurs liés à la transition écologique, le modèle de financement qui repose sur les volumes vendus est à bout de souffle.

Cette baisse historique des volumes résultant d'une politique nationale ambitieuse impacte les recettes de l'ensemble des acteurs qu'ils soient publics ou privés, et ne peut donc pas être considérée comme le seul risque du délégataire.

Afin de sécuriser le financement des infrastructures et la performance de services dont les coûts sont majoritairement fixes, il apparaît donc nécessaire d'anticiper les futures crises et de repenser le modèle de financement de ces services. Le sujet a pris une place grandissante dans le débat public et l'agenda politique mais également dans la presse au cours de l'année écoulée.

Inflation : les effets encore présents de la crise 2022-2023 fragilisent l'économie des contrats

La crise inflationniste 2022-2023 a connu un net ralentissement en 2024.

Cependant, dans les métiers de l'eau et l'assainissement, cette crise qui a impacté en particulier les dépenses d'énergie et de réactifs voit certains de ses effets perdurer.

Par ailleurs, l'application des formules d'indexation étant différée par rapport à l'évolution des coûts, la mesure des effets de l'inflation prend toute sa réalité dans le cadre d'un bilan pluriannuel.

D'une manière générale, la période récente d'inflation a mis en avant l'importance de formules d'évolution des prix reflétant la réalité de l'inflation subie. Le cas échéant, afin de maintenir l'équilibre économique du service, garant de sa pérennité et de sa performance, des adaptations en fréquence ou en contenu peuvent s'avérer nécessaires.

Réforme des redevances des agences de l'eau

La loi de finance 2024 a modifié structurellement les redevances des agences de l'eau à partir du XIIème programme 2025-2030 avec notamment la mise en œuvre de redevances liées à la performance des services d'eau et d'assainissement. Ces nouvelles redevances sont dues par les collectivités qui peuvent les répercuter aux usagers par des contreverseurs.

Les modifications entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2025 concernent toutes les factures émises à compter de cette date.

L'année 2025 reste une année de transition avec des redevances de performance calculées forfaitairement au regard de coefficients de performance maximums. Dès 2026, les critères de performance 2024 impacteront à nouveau la facture des usagers.

1.2 Contexte national : les évolutions à venir

De nombreuses modifications en cours ou à venir du cadre législatif et réglementaire amèneront à faire évoluer le cadre contractuel des contrats.

Infrastructures Numériques : disparition programmée des technologies 2G, 3G et cuivre

Les opérateurs de communication ont, avec l'accord de l'ARCEP décidé de supprimer les technologies de communications 2G, 3G et cuivre entre 2025 et 2030 au profit de la généralisation de technologies plus récentes (4G et 5G dans le domaine mobile et fibre dans le domaine filaire).

Les métiers de l'eau et l'assainissement utilisent de nombreux objets connectés, tant pour la mesure des informations sur les réseaux et les usines, que pour le pilotage à distance des installations.

Or, les capteurs et automates reposent majoritairement sur les technologies qui seront supprimées par les opérateurs. Ces technologies étant les seules jusqu'à aujourd'hui à assurer la couverture nécessaire. C'est le cas en particulier des capteurs sur le patrimoine enterré et de ceux positionnés sur les sites isolés.

Dès lors, il convient, pour assurer la continuité des services d'eau et d'assainissement, de procéder à un renouvellement partiel des équipements du patrimoine des collectivités.

Par conséquent, une modification des plans contractuels de renouvellement des équipements est nécessaire.

Ces modifications tiendront compte à la fois :

- de l'urgence de renouvellement, notamment pour les technologies 2G s'arrêtant en 2025,
- de l'intégration du module communicant au sein de l'équipement et la possibilité de dissocier le capteur du modem,
- du choix de la collectivité de passer à des technologies plus récentes pour favoriser le développement de la cybersécurité,
- de l'existence du renouvellement de ces équipements au sein des plans de renouvellement actuels.

Après arbitrage, il conviendra de trouver les solutions permettant de financer ces renouvellements contraints par cette évolution exogène.

Cybersécurité NIS 2

La connectivité des installations industrielles permet leur pilotage optimisé et une meilleure performance. Cette connectivité croissante s'accompagne d'un accroissement des risques liés à la cybersécurité et au piratage informatique.

Face à ces risques, la commission européenne a décidé de renforcer massivement la cybersécurité dans un grand nombre de secteurs d'activité en Europe, dont l'eau potable et l'assainissement. Les états membres avaient jusqu'au 17 octobre 2024 pour transposer la directive européenne NIS 2 (2ème version de la directive Network & Information Security) dans leur droit respectif. Les échéances parlementaires et gouvernementales ont retardé ce projet de loi qui devrait se concrétiser en 2025.

La déclinaison en droit français de cette directive va a priori venir en complément de la loi de programmation militaire et en substitution de loi NIS, qui ne concernent qu'un nombre restreint de grands systèmes critiques. La plupart des services seront concernés par cette nouvelle réglementation afin de protéger le patrimoine industriel ainsi que les opérations et les services associés.

La mise en conformité consécutive à cette nouvelle réglementation impliquera des investissements et coûts d'exploitations complémentaires à ceux déjà engagés par Suez Eau France pour garantir un 1^{er} niveau de cybersécurité.

Evolutions du marché de l'électricité fin 2025

Fin décembre 2025, le marché de l'électricité va être fortement impacté par plusieurs mesures :

- La disparition du tarif d'Accès Régulé à l'Electricité Nucléaire Historique (ARENH) : Ce tarif réglementé, qui représente environ 50% des consommations électriques des métiers de l'eau et de l'assainissement est très compétitif à 42 €/MWh dans un marché qui a évolué entre 80 et 250 €/MWh entre 2022 et 2024.
- La modification de la fiscalité avec de nouvelles règles d'accès au tarif réduit de l'accise sur l'électricité (anciennement CSPE ou TICFE)

Dans ce contexte et afin que ces changements législatifs n'entraînent pas de modifications de l'équilibre économique des contrats d'eau et d'assainissement, il conviendra de s'assurer que les évolutions du coût du service d'électricité sont reflétées fidèlement dans l'évolution des formules d'indexation des tarifs.

Réforme anti-endommagement

La réglementation relative aux interventions à proximité des réseaux de transport et distribution, aussi appelée réglementation anti-endommagement ou construire sans détruire, a pour objectif principal de prévenir les dommages aux réseaux et les conséquences que ces dommages peuvent entraîner sur la sécurité des personnes exécutant les travaux, la sécurité des riverains des réseaux, la protection de l'environnement, et la continuité des services apportés par ces réseaux.

Cette réglementation, dans son ensemble, impose aux exploitants de réseaux une amélioration progressive de la cartographie des réseaux, des réponses plus précises aux déclarations DT/DICT faites par les responsables de projets et les exécutants des travaux, ainsi qu'une anticipation des situations de crise afin que la mise en sécurité en cas de dommage soit aussi rapide que possible.

Le 1er janvier 2026 marquera la prochaine échéance de cette réglementation : à partir de cette date, les réponses aux DT/DICT des réseaux non sensibles en zone urbaine, devront être en classe A de précision (avec un fuseau d'incertitude de 40 cm) pour l'ensemble des réseaux.

Plusieurs possibilités permettent de répondre à cette obligation.

- Répondre à partir d'une cartographie en classe A des réseaux
- Mettre en œuvre des solutions ponctuelles au moment de la réception de la demande de DT/DICT sous un délai de 15 jours, avec géoréférencement au fil de l'eau de la zone concernée, ou uniquement via un marquage-piquetage

En outre à compter de cette date, les réponses à ces DT/DICT/ATU devront utiliser les PCRS (Plan de Corps de Rues Simplifié) comme fond de plan.

Ces nouvelles obligations modifient le cadre contractuel des interventions et auront un impact significatif sur l'équilibre économique des contrats.

Le cas échéant, en fonction des modalités de cartographie en classe A déjà réalisées ou envisagées par chaque collectivité, il conviendra d'étudier les évolutions contractuelles nécessaires à la mise en place de solutions spécifiques ainsi que leur financement.

Travaux de voirie – Amiante

Après la parution de l'arrêté du 4 juin 2024, le renforcement de la réglementation amiante dans les travaux de voirie imposera à compter du 1er juillet 2026 aux maîtres d'ouvrages, donneurs d'ordres ou propriétaires d'immeubles de faire réaliser une recherche d'amiante dans la voirie avant la réalisation de tous travaux (Repérage Avant Travaux) et de fournir une information sur la présence d'amiante à ceux qui réalisent l'opération afin qu'ils adoptent les mesures de protection nécessaires.

A défaut de cette information, la réglementation indique que les travaux devront être réalisés comme si la présence de l'amiante était avérée.

Il conviendra donc de modifier les conditions opérationnelles, financières et de planification des interventions de travaux.

PFAS

Les PFAS (per- et polyfluoroalkylés) sont des composés chimiques synthétiques utilisés dans de nombreux produits industriels ou domestiques, comme les revêtements antiadhésifs, les textiles imperméables et les mousses anti-feu... Ils sont apparus dans les années 50 et sont maintenant très répandus. Une de leurs caractéristiques est leur persistance dans l'environnement car ils se dégradent difficilement. C'est pourquoi on parle de « polluants éternels ». Ils se retrouvent donc dans les milieux aquatiques, les eaux usées domestiques et industrielles mais aussi dans les sols et l'air. La famille des PFAS compte plusieurs milliers de molécules, avec des propriétés physico-chimiques variées, ce qui rend complexe leur analyse et leur traitement pour les éliminer.

A ce jour, l'ampleur de l'impact des PFAS sur la santé humaine fait encore l'objet de recherches. Seuls les effets de l'exposition à certains PFAS ont été étudiés : par exemple le PFOA a été classé cancérigène avéré et le PFOS cancérigène probable par l'Institut de Recherche sur le Cancer.

Les réglementations évoluent avec l'état des connaissances sur ces molécules. Sur l'eau potable, depuis janvier 2023, la France a transposé la Directive Européenne de décembre 2020 en appliquant une Limite de Qualité pour la somme de 20 PFAS (dont le PFOS et le PFOA) à 100 ng/l (soit 0,1 µg/l). Le contrôle des PFAS sera rendu obligatoire dans les programmes de contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) à partir du 1er janvier 2026.

Néanmoins, l'ARS Île-de-France a décidé d'anticiper cette obligation en procédant à une campagne exploratoire sur l'ensemble de la région francilienne sur l'année 2024. Les analyses se poursuivront en 2025.

Cette campagne comprend la réalisation d'un prélèvement par trimestre sur chaque point de surveillance de mise en distribution. En 2024, plus de 1200 analyses ont été réalisées sur 395 installations franciliennes. L'instruction N° DGS/EA4/2025/22 du 19 février 2025 précise qu'une non-conformité sera déclarée si la médiane d'au moins 10 résultats analytiques répartis sur 2 saisons dépasse la Limite de Qualité réglementaire. La date de retour à la conformité demandée est fixée au 12 janvier 2026.

En parallèle, l'ANSES mène des expertises pour fixer des valeurs guides sanitaires de gestion individuelles de ces PFAS. Les résultats de l'ANSES sont attendus pour fin 2025. Des démarches sont également entreprises par l'ARS IDF avec les services de l'Etat pour identifier les sources de pollutions et travailler à les réduire. Ce travail de surveillance se poursuivra en 2025, de même que le dialogue instauré avec les collectivités.

1.3 Votre contrat : l'essentiel de l'année

💧 Des équipes mobilisées pour un service essentiel 💧
Chaque jour, nos équipes assurent la continuité du service avec expertise et réactivité, au service de l'environnement et des collectivités



Renouvellement de vannes



Extension de canalisation sur Presles-en-Brie



Les fuites sont rapidement réparées pour préserver l'eau et le service



5000 compteurs démontés et recyclés sur le périmètre



Des hommes et des femmes mobilisés 24h/24 pour garantir la continuité du service



Réparation d'une canalisation sur Tournan-en-Brie

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 1, 1861.

2. The second part is a report from the Secretary of the Treasury, dated January 1, 1861.

3. The third part is a report from the Secretary of the Interior, dated January 1, 1861.

4. The fourth part is a report from the Secretary of the Navy, dated January 1, 1861.

5. The fifth part is a report from the Secretary of the War, dated January 1, 1861.

6. The sixth part is a report from the Secretary of the State, dated January 1, 1861.

7. The seventh part is a report from the Secretary of the War, dated January 1, 1861.

8. The eighth part is a report from the Secretary of the Navy, dated January 1, 1861.

9. The ninth part is a report from the Secretary of the War, dated January 1, 1861.

10. The tenth part is a report from the Secretary of the Navy, dated January 1, 1861.

11. The eleventh part is a report from the Secretary of the War, dated January 1, 1861.

12. The twelfth part is a report from the Secretary of the Navy, dated January 1, 1861.



| Présentation du service

© SUEZ / Patrice Coppée / CAPA Pictures

CA GPS PRODUCTION & RESERVOIRS - RIVE GAUCHE - LOT 1 - 2024

2024-11-16 15:11:11

11.01.32
BACK 81

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	Date de prise d'effet	Date d'échéance	Objet
Contrat de prestation de service	01/01/2022	31/12/2025	Exploitation

Contrat renouvelable tous les ans avec un maximum de 3 fois.

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 La gestion de crise et continuité d'activité

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque...) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Collaborateurs au sein de la région et dans le cadre de la Force d'Intervention Rapide au niveau national,
- Equipements de process fixes ou mobiles, groupes électrogènes...
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par SMS, téléphone, site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise et de continuité d'activité s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés,
- Une organisation du management de crise avec une cellule dédiée à la cybersécurité,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques (ex : fiches réflexes, fiches pratiques, plan de continuité cyber...),
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En Mai 2024, SUEZ Eau France a organisé un exercice de crise cyber « PACMAN24 » qui a mobilisé plus de 70 collaborateurs au sein de 2 régions et du siège durant plus de 6h.

Le scénario simulait une cyberattaque de l'informatique technique nécessitant la mise place de mode dégradé pour gérer les installations sur un périmètre important. Les équipes des régions, celles de la Direction des Systèmes d'Information et celles du siège ont été fortement mobilisées pour faire face à cette situation nécessitant une forte coordination entre les métiers et de la rapidité.

L'objectif était d'entraîner les équipes à gérer un scénario de crise cyber de grande ampleur nécessitant une grande coordination entre les équipes sur le terrain, celles de l'informatiques et enfin celles du siège.

Les participants ont fait preuve d'une bonne réactivité grâce aux différentes formations et aux réflexes acquis précédemment. Des points d'amélioration ont également été identifiés pour renforcer la résilience de notre organisation face à ce type de crise.



2.3 L'inventaire du patrimoine

2.3.1 Les biens de retour

- **LES RESSOURCES**

Inventaire des ressources						
Commune	Site	Capacité de production	Dont en secours	Unité	Télesurveillance oui / non	Anti-intrusion oui / non
CORBEIL ESSONNES	Pompage en Seine	3x500	1x500	m³/h	Oui	Oui

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	Site	Année de mise en service	Capacité de production	Unité
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	1972	15 000	m³/j

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des réservoirs			
Commune	Site	Volume utile	Unité
CORBEIL ESSONNES	Réservoir Montconseil	2x1500	m³
CORBEIL ESSONNES	Réservoir du Lycée	500+750	m³
CORBEIL ESSONNES	Réservoir de la Clergerie	1200 / 1000	m³
CORBEIL ESSONNES	Clergerie bache eau filtrée	200	m³

• **LES STATIONS DE POMPAGE / RELEVAGE**

Inventaire des installations de pompage - relevage			
Commune	Site	Nombre et capacité des pompes	Dont en secours
CORBEIL ESSONNES	Refoulement Clergerie étage 120	4x120 (1x250 à débit variable	1x120
CORBEIL ESSONNES	Refoulement Clergerie étage 85	2x500	1x500
CORBEIL ESSONNES	Relais Mt Conseil	2x120	1x120
CORBEIL ESSONNES	Relais Mt Conseil	1x240	-
CORBEIL ESSONNES	Surpresseur du Lycée	3x100	1x100

2.4 Les travaux neufs

L'année 2024 a été marquée par la réalisation de travaux importants sur les sites exploités :

1/ Aménagement d'un nouveau local des analyseurs et installation des analyseurs de mesures UV et Ammonium permettant de regrouper l'instrumentation existante dans un même local et renforcer la surveillance (détection de pollution). Les travaux se sont poursuivis en 2024.



2/ Renforcement sécurité vis-à-vis des émanations d'ozone dans les locaux et du risque de toxicité pour le personnel de l'usine :

- Installation d'une centrale de détection et de mesure d'ozone de marque OLDHAM et de 3 sondes à poste fixe dans les locaux (galerie filtre, couloir bureau, entrée local production ozone). Des voyants tricolores et sirène viennent compléter le dispositif. Les alarmes générées sont renvoyées sur la supervision de l'usine permettant d'avertir le personnel présent sur site ou d'astreinte.
- Mise en place de 6 nouvelles trappes (plus étanches) afin de confiner les émanations d'ozone dans le canal d'eau filtrée au niveau de la galerie des filtres. Elles ont été commandées en 2024 et seront posées courant du premier semestre 2025.



1501-38
6862 31

2020



| Qualité du service

10 JAN
20 70 71

3.1 La qualité de l'eau

3.1.1 La gestion de la présence de pesticides et métabolites dans l'eau potable

L'instruction N° DGS/EA4/2020/177 du 18 décembre 2020 « relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine » est essentiellement guide technique de gestion à l'attention des ARS. En considération de la complexité du suivi analytique, de l'appréciation de la réglementation et des enjeux sanitaires, ce guide était devenu indispensable.

Contrôle sanitaire des ARS

Le suivi analytique des ARS comprend un très grand nombre de molécules (souvent plusieurs centaines). Pourtant, des métabolites pouvant se retrouver dans certaines eaux ne sont pas toujours recherchés. Il est donc demandé aux ARS de cibler les recherches de pesticides en fonction de la probabilité de les retrouver dans les eaux et des risques pour la santé humaine. Le choix des pesticides à rechercher est donc à adapter en fonction notamment des activités agricoles locales, des surfaces cultivées et des quantités de pesticides vendues, ainsi que des pratiques locales d'approvisionnement des utilisateurs « professionnels » (collectivités territoriales, profession agricole, gestionnaires d'infrastructures de transport, etc.). Une méthodologie est proposée dans l'instruction. Les ARS appliquent progressivement cette méthodologie, qui va se généraliser sur l'ensemble du territoire en 2025. Il en résultera la quantification dans les eaux de molécules, essentiellement des métabolites, qui ne l'étaient pas jusqu'alors.

Critères d'appréciation sanitaire

L'instruction rappelle que la limite de qualité de 0,1 µg/l correspond aux seuils de détection des méthodes d'analyses disponibles au début des années 1970 pour les pesticides recherchés à cette époque. Contrairement aux limites de qualité des autres paramètres, elle n'est pas fondée sur une approche toxicologique et n'a donc pas de signification sanitaire. Elle constitue un indicateur de la dégradation de la qualité de la ressource en eau et a pour objectif de réduire la présence de ces composés au plus bas niveau de concentration possible.

C'est pourquoi le concept de « valeur sanitaire maximale » (Vmax), introduit dès 1998, est repris dans un cadre dérogatoire défini par un arrêté préfectoral autorisant provisoirement la dérogation. Les Vmax des molécules sont établies par l'Anses.

Il est également rappelé que la limite de qualité s'applique aux métabolites « pertinents ». L'instruction indique que l'Anses a établi des critères permettant d'évaluer la pertinence des métabolites de pesticides dans les eaux potables tenant compte du risque sanitaire pour le consommateur, au regard de l'activité « pesticide » vis-à-vis des plantes et organismes nuisibles, du potentiel génotoxique du métabolite et d'éléments décisionnels complémentaires (données toxicologiques sur la reprotoxicité, la cancérogenèse et le caractère « perturbateur endocrinien » du métabolite, cas de la transformation d'un pesticide et/ou métabolite en un sous-produit de dégradation toxique au sein de la filière de traitement). En cas de données insuffisantes, un métabolite est considéré comme « pertinent ». Pour les molécules « non pertinentes », une valeur « indicative » à 0,9 µg/l, introduite par l'arrêté du 30 décembre 2022 « modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine » et remplaçant l'approche des Vmax, doit être respectée. En cas de non-respect, le préfet peut demander de mettre en œuvre des mesures correctives s'il estime que la distribution présente un risque pour la santé des personnes.

Modalités de gestion des risques sanitaires

Au regard des éléments précédents, les ARS devaient gérer les situations de présences de pesticides ou de métabolites « pertinents » suivant le principe illustré par le schéma ci-dessous.



Les dérogations pour une durée maximale de 3 ans peuvent être accordées à condition que cette situation soit assortie d'un plan d'actions destinées à mettre fin à la non-conformité dans un délai fixé n'excédant pas 3 ans et éventuellement renouvelable une fois, sous conditions.

Valeurs Sanitaires Transitoires – Avis du Haut Conseil de la Santé Publique

Pour plusieurs métabolites de pesticides se retrouvant dans certaines ressources et eaux potables, l'Anses n'a pas pu calculer de Vmax (manque de données scientifiques suffisamment précises). Il en résulte que, en application de l'instruction du 18 décembre 2020, un dépassement de la limite de qualité (0,1 µg/l) devrait entraîner une restriction de consommation sans possibilité de demander une dérogation temporaire de distribution.

Constatant cette difficulté de gestion, ainsi que des approches hétérogènes en Europe pour le calcul des Vmax, la Direction Générale de la Santé a demandé au Haut Conseil de la Santé Publique son avis sur l'introduction de « Vmax provisoires » (Valeurs Sanitaires Transitoires - VST) pour les métabolites sans Vmax en France. Ces valeurs sont destinées à aider les ARS dans leurs décisions de gestion dans l'attente de valeurs sanitaires établies par l'ANSES pour les pesticides et métabolites de pesticides pertinents ou non pertinents. En pratique, des dérogations temporaires de distribution pourraient être obtenues, sous réserve de plans d'actions pour résoudre les dépassements de la limite de qualité, si les concentrations en métabolites sont inférieures aux VST.

Le HCSP a recommandé en mars 2022 de s'appuyer sur les valeurs sanitaires définies par l'agence sanitaire allemande (UBA) lorsqu'elles existent, pour définir les VST. Il a aussi recommandé d'évaluer rapidement la méthode développée par l'UBA en vue d'une harmonisation au niveau européen.

La DGS a suivi les recommandations du HCSP dans son instruction N°DGS/EA4/2022/127 du 24 mai 2022 complétant celle du 18 décembre 2020, permettant d'évaluer la possibilité d'accorder des dérogations temporaires de distribution.

Cependant, considérant les incertitudes scientifiques et l'attente de données avérées sur les éventuels dangers et risques, que des dépassements des VST touchaient l'eau distribuée dans nombreuses collectivités, et que les restrictions des usages alimentaires dans cette circonstance seraient complexes à mettre en place au regard des populations concernées, l'instruction N° DGS/EA/2023/160 du 20 octobre 2023 a indiqué que la recommandation de restriction d'usage prévue par les instructions précitées en cas de dépassement des VST ne s'applique pas.

A la suite du classement en 2024 par l'Anses en « non pertinent » des métabolites R471811 du chlorothalonil (et en 2022 du NOA métolachlore), et de la détermination de Vmax pour les métabolites de la chloridazone, les VST ne s'appliquent plus qu'aux N,N-Diméthylsulfamide et ESA Flufenacet.

3.1.2 La ressource

• L'ARRETE PREFECTORAL ET LES DUP

Autorisations réglementaires :

Dans le cadre du contrat de prestation de service en cours, nous assurons l'exploitation du service d'eau de production d'eau potable de CA GPS Production & réservoirs - Rive gauche - Lot 1. A ce titre, et dans un objectif de conformité réglementaire et de préservation de la ressource en eau, nous souhaiterions vous informer que deux autorisations et une mesure de protection sont obligatoires pour pouvoir prélever, traiter et distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH).

- Il appartient au maître d'ouvrage en charge du service d'eau potable, de protéger ses ouvrages de prélèvements, grâce à une **déclaration d'utilité publique (DUP)**, selon les articles L.1321-1 et suivants du Code de Santé Publique, définissant, entre autres, des périmètres de protection (immédiate et rapprochée) autour de ces points de prélèvement de façon à éviter toute pollution et tout risque sanitaire au service public d'eau potable.
- Par ailleurs, conformément au Code de la Santé Publique, l'installation de production d'eau potable doit également disposer d'une **autorisation sanitaire** à jour (articles L.1321.7 du Code de la Santé Publique), assurant que « l'eau offerte au public en vue de l'alimentation humaine est propre à la consommation » et définissant la filière de traitement autorisée.
- Enfin, conformément au Code de l'Environnement, la prise d'eau superficielle, le captage ou le forage doit également bénéficier d'un **arrêté autorisant le prélèvement dans le milieu aquatique** (L.214 et suivants du code de l'environnement).

Ces trois arrêtés (qui peuvent être regroupés au sein d'un même arrêté préfectoral) sont les garants de la conformité administrative de votre installation et dans le cas où ils n'auraient pas encore été pris, nous sommes à votre disposition pour vous accompagner dans les démarches nécessaires à leur obtention.

Concernant CA GPS Production & réservoirs - Rive gauche - Lot 1, l'installation de prélèvement et de production d'eau potable dispose de :

- ☒ L'arrêté de DUP
- ☒ L'autorisation sanitaire
- ☒ L'autorisation de prélèvement

Pour ces différents arrêtés, il convient de s'assurer que toutes les prescriptions réglementaires sont bien respectées.

• **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Statistiques sur la conformité en ressource							
Contrôle	Analyse	Bulletin			Paramètre		
		Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	6	1	83,3%	15	1	93,3%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	6	0	100,0%	3 702	0	100,0%
Surveillance	Microbiologique	13	0	100,0%	41	0	100,0%
Surveillance	Physico-chimique	89	0	100,0%	474	0	100,0%

• **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES**

Détail des paramètres non conformes								
Commune	Type de contrôle	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
CORBEIL-ESSONNES	Contrôle sanitaire	20/11/2024	CORBEIL-ESSONNES_0910000000 094_ Exhaure En Seine - Station De Dégrillage	Escherichia Coli (E. Coli)	22 800	nombre /100 ml		20000

Les analyses du Contrôle Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé ont mis en évidence une Non-conformité (22800 Escherichia Coli/100 ml) sur la Ressource en Seine le 20/11/2024, période où la Seine était chargée bactériologiquement (beaucoup de pluie).
L'analyse SUEZ de surveillance du 17/12/2024 présentait un retour à la normal, avec un taux de 1100 Escherichia Coli /100 ml.
Aucun impact sur la qualité de l'eau distribuée.

Il est à noter que la qualité de la ressource a été fortement dégradée tout au long de l'année 2024. Elle constitue une référence basse en matière de traitabilité de la ressource.

3.1.3 La production

• **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Statistiques sur la conformité en production							
Type	Analyses	Contrôle sanitaire			Surveillance		
		Nbr.	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	12	0	100,0%	51	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	12	0	100,0%	126	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	72	0	100,0%	303	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	2 600	0	100,0%	1 273	0	100,0%

Une campagne ponctuelle de surveillance des métaldéhydes a été réalisée à l'automne/hiver 2024. Aucune alerte n'a été constatée.

Il est à noter que malgré la mauvaise qualité de la ressource, la filière de traitement a été robuste et a permis d'assurer une production continue et de très bonne qualité.

3.1.4 La distribution

• LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur la conformité en distribution							
Type	Analyses	Contrôle sanitaire			Surveillance		
		Nbr.	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	14	0	100,0%	25	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	14	0	100,0%	25	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	84	0	100,0%	148	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	224	0	100,0%	288	0	100,0%

3.1.5 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

La performance sur la qualité de l'eau est évaluée grâce à 2 indicateurs :

Le taux de conformité microbiologique des prélèvements réalisés sur les eaux distribuées au titre du contrôle sanitaire (ARS), par rapport aux limites de qualité des paramètres microbiologiques (P101.1).

Le taux de conformité physico-chimique des prélèvements réalisés sur les eaux distribuées au titre du contrôle sanitaire (ARS), par rapport aux limites de qualité des paramètres physico-chimiques (P102.1).

Ces indicateurs évaluent le respect des limites réglementaires de la qualité de l'eau distribuée à l'usager et se réfèrent aux mesures de l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Pour l'établissement des indicateurs P101.1 et P102.1, ne sont pris en compte que les bulletins contenant au moins un paramètre avec une limite de qualité.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	26	0	100%

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007

	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Physico-chimique	12	0	100%

* Bulletin contenant au moins un paramètre avec une limite de qualité

VP.126 : Nombre de prélèvements en microbiologie

VP.127 : Nombre de prélèvements non conformes en microbiologie

VP.128 : Nombre de prélèvements en physico-chimie

VP.129 : Nombre de prélèvements non conformes en physico-chimie

Conclusion sur la qualité de l'eau

L'eau distribuée est de bonne qualité malgré une ressource constamment dégradée à très dégradée.

3.2 Le bilan d'exploitation

3.2.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)

Commune	Site	2024
CORBEIL-ESSONNES	Intercom 700 ? Avenue gare (Villabé->Corbeil)	137
CORBEIL-ESSONNES	Intercom 701 ? rue Grippet (Evry- >Corbeil)	152
CORBEIL-ESSONNES	MR de chlore - Av Général De Gaulle	274
CORBEIL-ESSONNES	MR de chlore - Rue G. Ledu	425
CORBEIL-ESSONNES	Pompage Bas Vignons	612 006
CORBEIL-ESSONNES	Réservoir Surpresseurs de MontConseil	106 342
CORBEIL-ESSONNES	Réservoir Surpresseurs du Lycée	53 553
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	1 275 361
Total		2 048 250

3.2.2 Les volumes pompés et refoulés

Le volume d'exhaure est de **3 331 592 m³** et le volume de refoulement est de **3 190 286 m³** pour l'année 2024.

	Exhaure (m3)	Refoulement (m3)
Janvier	321 088	308 031
Février	297 029	285 537
Mars	312 206	311 112
Avril	305 454	294 279
Mai	305 628	295 388
Juin	279 739	269 980
Juillet	273 690	263 077
Août	265 322	257 114
Septembre	272 111	265 558
Octobre	249 352	231 708
Novembre	275 366	268 932
Décembre	160 607	139 569
TOTAL:	3 317 592	3 190 286

3.2.3 Les contrôles réglementaires

La liste des contrôles réglementaires effectués au cours de l'exercice sur les équipements soumis à vérification périodique est présentée dans le tableau ci-dessous.

Les contrôles réglementaires				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
CORBEIL-ESSONNES	Intercom 700 ? Avenue gare (Villabé->Corbeil)	Equipement électrique	armoire électrique	12/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Intercom 701 ? rue Grippet (Evry- >Corbeil)	Equipement électrique	armoire électrique	13/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	MR de chlore - Av Général De Gaulle	Equipement électrique	armoire générale BT	13/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	MR de chlore - Rue G. Ledu	Equipement électrique	armoire générale BT	13/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Pompage Bas Vignons	Equipement électrique	armoire électrique BT	11/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Pompage Bas Vignons	Moyen de levage	palan	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Pompage Bas Vignons	Moyen de levage	pont roulant	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Pompage Bas Vignons	Moyen de levage	potence équipée	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Réservoir Surpresseurs de MontConseil	Equipement électrique	armoire générale BT	13/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Réservoir Surpresseurs du Lycée	Equipement électrique	armoire BT surpression	11/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Réservoir Surpresseurs du Lycée	Equipement électrique	armoire BT	11/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Equipement électrique	armoire BT	11/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Equipement sous pression (épreuve)	anti-bélier	03/04/2024

Les contrôles réglementaires

Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Equipement sous pression (épreuve)	anti-bélier	03/04/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Equipement sous pression (inspection)	anti-bélier	03/04/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Equipement sous pression (inspection)	ballon d'air	03/04/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Equipement sous pression (inspection)	ballon air de service (gris)	03/04/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Equipement sous pression (inspection)	cuve d'air comprimé 923-RF101	03/04/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Equipement sous pression (inspection)	anti-bélier	03/04/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	palan monorail RDC UF	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	potence orientable + palan RDC UF	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	portique roulant hall	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	potence orientable bache eau de lavage FAS	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	pont de levage s/sol analyseur	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	pont de levage mobile salles des pompes	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	pont roulant salle des pompes	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	pont roulant atelier mécanique	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	potence bache intermédiaire	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	potence bache recyclage	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	pont roulant Rdc 311-TL101	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	palan sur pont roulant RdC 109-TL101	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	palan sur monorail préfiltration 181-TL101	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	palan sur monorail rétrolavage 183-TL101	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	palan	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	potence non équipée	28/03/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	Moyen de levage	potence non équipée (étage)	28/03/2024

3.2.4 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs		
Commune	Site	Date intervention
CORBEIL-ESSONNES	Réservoir Surpresseurs de MontConseil	06/06/2024
CORBEIL-ESSONNES	Réservoir Surpresseurs de MontConseil	12/06/2024
CORBEIL-ESSONNES	Réservoir Surpresseurs du Lycée	10/07/2024
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	17/12/2024

3.2.5 Les autres interventions sur les installations

Les autres interventions sur les installations					
Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
CORBEIL-ESSONNES	Intercom 502 - Route de Lisses (Lisses->Corbeil)	12	-	1	13
CORBEIL-ESSONNES	Intercom 700 ? Avenue gare (Villabé->Corbeil)	24	1	1	26
CORBEIL-ESSONNES	Intercom 701 ? rue Grippet (Evry- >Corbeil)	24	1	1	26
CORBEIL-ESSONNES	Intercom 702 ? rue Poterie (St Germain->Corbeil RD)	-	-	1	1
CORBEIL-ESSONNES	MR de chlore - Av Général De Gaulle	8	9	-	17
CORBEIL-ESSONNES	MR de chlore - Rue G. Ledu	8	9	2	19
CORBEIL-ESSONNES	Pompage Bas Vignons	164	4	2	170
CORBEIL-ESSONNES	Réservoir Surpresseurs de MontConseil	52	12	5	69
CORBEIL-ESSONNES	Réservoir Surpresseurs du Lycée	145	64	13	222
CORBEIL-ESSONNES	Usine Philippe De La Clergerie	1 682	642	167	2 491
LISSES	Intercom 501-secto 5510 ? Toys R Us (Evry <-> Corbeil)	24	-	1	25

3.2.6 Les interventions en astreinte

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Les tableaux ci-après détaillent les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur les usines		
Désignation	2023	2024
Astreinte	51	21



Comptes de la prestation

11.01.52
WACH 31

4.1 Le CARE

4.1.1 Le CARE

PS GPS Production & réservoirs - La Clergerie

Compte de résultat des autres prestations 2024

en milliers d'euros	2023	2024	Ecart en %
PRODUITS	1 560,74	2 124,69	36,1%
Exploitation du service	1536,31	2 109,57	
Collectivités et autres organismes publics	0,00	0,00	
Travaux attribués à titre exclusif	2,96	0,00	
Produits accessoires	21,47	15,12	
CHARGES	1 535,46	2 023,04	31,8%
Personnel	455,96	494,99	
Energie électrique	336,61	294,79	
Produits de traitement	139,17	154,32	
Analyses	8,51	2,96	
Sous-traitance, matières et fournitures	106,46	201,67	
Impôts locaux et taxes	93,91	300,48	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	186,44	254,11	
• télécommunication, postes et télégestion	4,03	7,95	
• engins et véhicules	58,23	70,74	
• informatique	84,90	99,81	
• assurance	16,29	25,05	
• locaux	22,93	34,47	
Contribution des services centraux et recherche	51,50	70,11	
Collectivités et autres organismes publics	0,00	0,00	
Charges relatives aux renouvellements			
• fonds contractuel	143,08	225,97	
Charges relatives aux investissements			
Charges relatives aux investissements du domaine privé	14,23	25,44	
Rémunération du besoin en fonds de roulement	-0,42	-1,80	
Résultat avant impôt	25,28	101,65	
Apurement des déficits antérieurs	25,28	15,69	
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	0,00	21,49	
RESULTAT	0,00	64,46	-

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

PS GPS Production & réservoirs - La Clergerie

Compte des autres prestations		2024	
Détail des produits			
en milliers d'euros	2023	2024	Ecart en %
TOTAL	1 560,74	2 124,69	36,1%
Exploitation du service	1 536,31	2 109,57	37,3%
• Autres produits (incendie, matières de vidange...)	1 536,31	2 109,57	
Collectivités et autres organismes publics	0,00	0,00	0,0%
•	0,00	0,00	
Travaux attribués à titre exclusif	2,96	0,00	-100,0%
• Autres travaux	2,96	0,00	
Produits accessoires	21,47	15,12	-29,6%
• Autres produits accessoires	21,47	15,12	
Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006			

4.2 La méthode d'élaboration du CARE

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :

- La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
- La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

4.2.1 ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2024 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

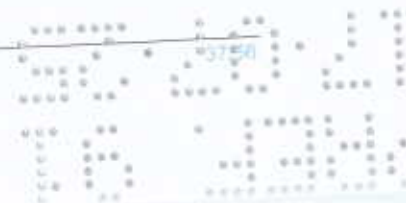
La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

4.2.2 LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION



L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.
L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.
- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.
- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.
- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux **créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois** et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

Charges indirectes

Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 5% de leurs Produits (hors compte de tiers).
- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

La contribution des services centraux et recherche (à adapter si besoin notamment pour les sociétés mono contrat)

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

4.2.3 LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

- a. garantie pour continuité du service,
- b. programme contractuel,
- c. fonds contractuel,

a. « **Garantie pour continuité du service** » : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 200k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. « **Programme contractuel de renouvellement** » : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE

et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

- a. programme contractuel,
- b. fonds contractuel,
- c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
- d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation. Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité...). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le

résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.

La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) défini en annexe A5.

La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, ... ainsi que les biens du domaine privé incorporel.

Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 4.14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à +3,70% (moyenne des taux ESTER de janvier à novembre 2024) soit 4.5% en position emprunteur (BFR positif) et 3,65% en position prêteur (BFR négatif).

4.2.4 APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

4.2.5 IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.83 % de taux d'IS supplémentaire.

Le taux applicable est de **25%**.

4.3 La situation des biens et des immobilisations

4.3.1 La situation sur les installations

• LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE PRESTATAIRE

Opération
Sans-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-CAG FILTRE 2
Sans-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-CAG filtre 2 (CAG4)
Sans-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-débitmètre eau brute
Sans-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-Automate armoire CAG
Sans-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-Automate armoire étage 120
Sans-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-Renouvellement module UF
Mono-commune-Pompage Bas Vignons-RVT-Renouvellement sonde de niveau Seine
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-Renouvellement compresseur bloc 3
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-Renouvellement 2 modules UF
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-Renouvellement détecteur incendie atelier
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-Renouvellement détecteur incendie CAG
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-Renouvellement détecteur incendie compresseur
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-Renouvellement détecteur incendie GE
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT détecteur incendie salle de commande
Mono-commune-Pompage Bas Vignons-RVT-RVT pompe inondation bas vignons
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT poire de NB bache 1000
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT poire NTH bache 1000
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT poire NTB bache de gavage
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT poire NTH bache de gavage
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT poire NTB bache intermédiaire
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT détecteur de débit eau de chlore bloc A
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT détecteur de débit eau de chlore bloc B
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT RVT détecteur de débit eau de chlore bloc C
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT sonde pression eau brute bloc A
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT sonde pression eau brute bloc B
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT sonde pression eau brute bloc C
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT sonde pression nourrice basse bloc A

Opération
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-RVT sonde pression nourrice basse bloc B
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-sonde pression nourrice basse bloc C
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-sonde pression nourrice haute bloc A
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-sonde pression nourrice haute bloc B
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-sonde pression nourrice haute bloc C
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-sonde pression perméat bloc A
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-sonde pression perméat bloc B
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-sonde pression perméat bloc C
Mono-commune-Pompage Bas Vignons-RVT-sonde de niveau tamisage
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-déshuileur ligne d'air ozone
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-sonde redox sortie CAG
Mono-commune-Pompage Bas Vignons-RVT-sonde de niveau tamisage
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-sonde surpression plancher 3
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-sonde surpression plancher 4
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-sonde surpression plancher 5
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-sonde surpression plancher 6
Mono-commune-Usine Philippe De La Clergerie-RVT-sonde redox
Mono-commune-Réservoir Surpresseurs du Lycée-RVT-pressostat
-

Il est important de noter que les travaux de renouvellement de la vanne murale et de remise en état du tamis situés au niveau de l'exhaure de l'usine n'ont pas été validés par l'agglomération en 2024.

Ces travaux restent indispensables à réaliser (dans les meilleurs délais) sachant que le tamis eau brute est un équipement dépourvu de secours et sans lequel l'usine ne pourrait pas fonctionner.

Un arrêt d'usine prolongé est nécessaire à la réalisation de ces travaux (travaux génie civil complémentaire).

En complément des travaux mentionnés précédemment, il a été constaté des **fuites au niveau des 2 cuves de stockage d'acide sulfure** implantées dans la galerie réactifs de l'usine. Il sera indispensable de refaire intégralement cette installation en 2025.

4.3.2 Le Compte de résultat

Au moment de la production du document technique le CARE est en cours de construction. Il n'est d'ailleurs pas à ce jour attesté par le commissaire au compte qui valide le document.

Cette partie sera ajoutée au plus tard le 31 mai 2025.



| Votre prestataire

11.01.32
6464 27

Depuis plus de 160 ans, SUEZ apporte des services essentiels pour protéger et améliorer la qualité de vie, face à des défis environnementaux grandissants.

SUEZ permet à ses clients de fournir l'accès à des services d'eau et de déchets, par des solutions innovantes et résilientes. Présent dans 40 pays avec 40 000 collaborateurs dont 9 500 pour l'activité Eau en France, le Groupe permet également à ses clients de créer de la valeur sur l'ensemble du cycle de vie de leurs infrastructures et de leurs services, et de conduire leur transition écologique en y associant leurs usagers. En 2023, SUEZ a fourni de l'eau potable à 57 millions de personnes dans le monde (10,4 millions d'habitants en France) et des services d'assainissement à plus de 36 millions de personnes (10,5 millions d'habitants en France). En outre, le Groupe a produit 7,7 TWh d'énergie à partir des déchets et eaux usées.

SUEZ en chiffres

- ➔ 8,9 milliards € de chiffre d'affaires
- ➔ 10 centres techniques d'innovation et des centres R&D (dont 8 en France, à Paris, Bordeaux et Lyon)
- ➔ 1 300 experts (dont près de 300 chez SUEZ Eau France)
- ➔ 10 000 usines de traitement de l'eau et des déchets opérées dans le monde (dont respectivement 630 usines d'eau potable et 2030 usines de traitement des eaux usées en France)

Les métiers et les savoir-faire de SUEZ sont au cœur des enjeux de développement durable. En cohérence avec son ADN, le Groupe a souhaité renforcer l'impact positif de ses missions en allant au-delà de sa contribution naturelle à la préservation de l'environnement et à l'apport de services essentiels. Il s'est engagé dans la mise en œuvre d'une Feuille de Route de Développement durable 2023-2027 centrée sur 3 piliers (climat, nature et social) et 24 engagements concrets qui sont évalués chaque année. Cette feuille de route propose pour la première fois une approche transversale pour contribuer, aux côtés de nos clients, de nos partenaires et de l'ensemble de nos parties prenantes, à relever le défi de la transition écologique des territoires.

Pour en savoir plus sur la Feuille de Route développement durable de SUEZ Eau France : consultez le chapitre 5 « Votre délégataire ». « Une feuille de route développement durable au service des territoires »

La raison d'être de SUEZ

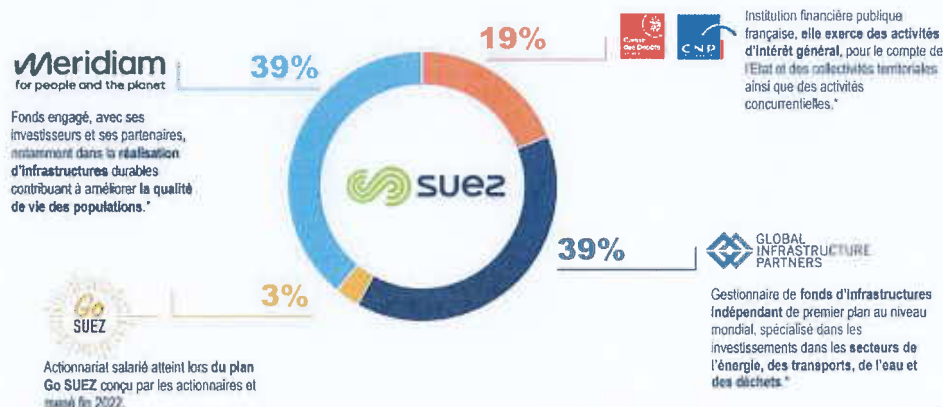
Unis par la passion de nos métiers, nos valeurs d'inclusion et notre sens du collectif, nous innovons pour préserver l'eau et valoriser les déchets, sous forme de matières recyclées et d'énergie.

Nous promouvons et déployons des pratiques plus sobres, des technologies plus efficaces et des solutions circulaires, pour réutiliser et faire le meilleur usage des ressources limitées de la Terre.

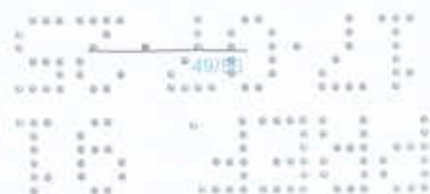
Au plus près des territoires, nous nous engageons pour l'humain et la planète afin de leur apporter les ressources d'un avenir commun.

Un actionnariat qui soutient les ambitions du groupe

SUEZ est détenu par un consortium d'actionnaires solides et réputés, résolus à soutenir une stratégie ambitieuse visant à faire du Groupe un leader mondial, agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement.



* D'après le site de participation dans SUEZ via SUEZ FUNDING

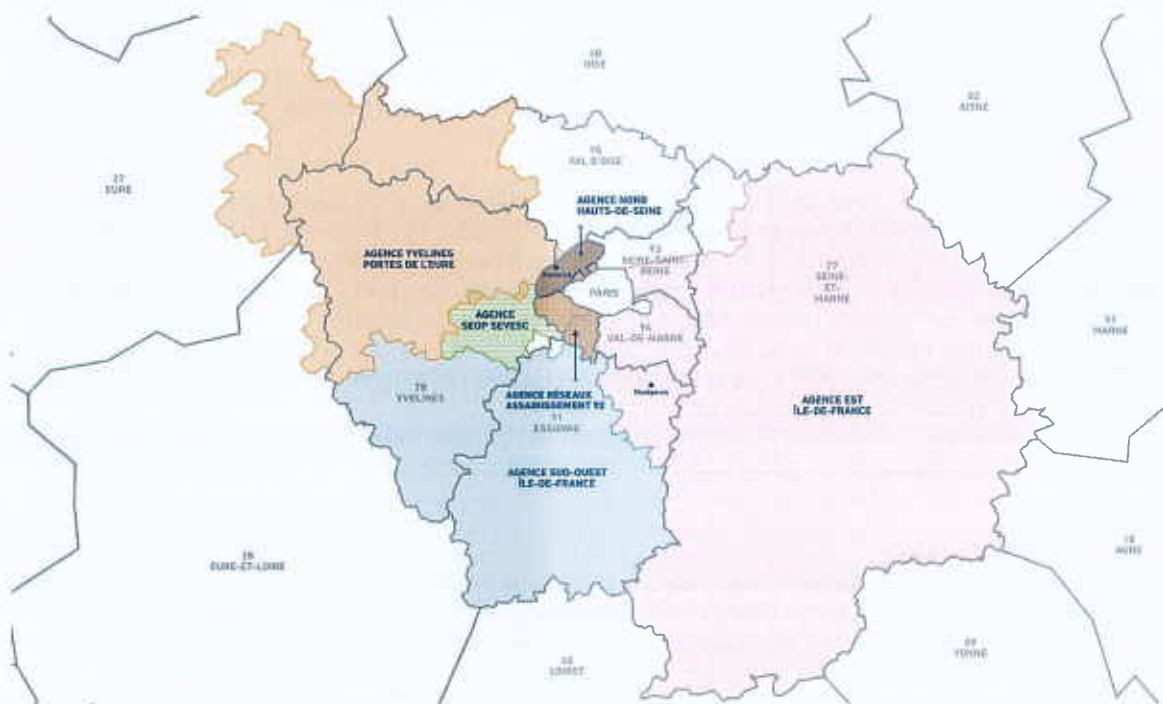


5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

Avec ses 6 agences territoriales, l'activité s'étend sur les départements des Yvelines, des Hauts-de-Seine, de l'Essonne, du Val d'Oise, de l'Eure, de Paris, de Seine et Marne, du Val de Marne et de Seine Saint Denis.

Véritable entreprise locale de services, cette direction apporte chaque jour des solutions « sur-mesure » en s'appuyant sur une organisation de proximité, la réactivité et la disponibilité de ses agents ainsi que des moyens adaptés lui permettant d'assurer un service continu.



5.1.2 Vos interlocuteurs de proximité du contrat

L'agence production

Stéphane FRENETTE

Directeur Délégué Production ESP

stephane.frenette@suez.com



Franck MAUNOIR

Responsable d'exploitation usines

franck.maunoir@suez.com



L'agence territoriale Est Ile de France

Harold de JAQUELOT

Directeur de l'agence Est Ile-de-France

harold.dejacquelot@suez.com



Nicolas HARKABUS

Directeur Adjoint de l'agence Est Ile-de-France

nicolas.harkabus@suez.com



5.2 Notre système de management

Le système de management de SUEZ Eau France est certifié ISO 9001 – ISO 14001 – ISO 50001 sur tout le territoire national, et pour toutes nos activités :

- Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
- Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
- Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
- Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
- Gestion des services à la clientèle
- Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
- Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers.

Notre système national permet à nos clients de bénéficier du savoir-faire de SUEZ :

- ◉ **Des standards d'exploitation de haut niveau et régulièrement enrichis** par l'expérience collective et l'expertise de nos centres de recherche et d'innovation ;
- ◉ **Un dispositif d'entretien des compétences des collaborateurs**, intégrant les évolutions techniques, technologiques et digitales dans nos métiers ;
- ◉ **Un processus de veille réglementaire exhaustif et rigoureux**, qui nous permet d'identifier et anticiper les évolutions réglementaires ;
- ◉ **Une organisation de préparation à la gestion des situations d'urgence** permettant de maîtriser les risques et assurer la continuité d'activité face aux crises de plus en plus fréquentes.

A partir de ce socle commun, nos équipes régionales s'attachent à prendre en compte les spécificités de chaque territoire afin d'adapter au mieux nos activités aux attentes de nos clients et à leurs enjeux techniques, environnementaux et sociétaux

Notre ambition est d'être un acteur de référence du secteur, reconnu pour son agilité, sa capacité à créer de la valeur et de l'innovation, et son engagement pour l'humain, la nature et la planète.

Nos certificats ISO 9001-14001-50001 ont été renouvelés en décembre 2024 pour une période de 3 ans.

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001



Certificat en cours :
Date d'expiration :
Numéro de certificat :

3 Décembre 2024
1 Décembre 2027
10680222

Première(s) approbation(s)
ISO 9001 - 27 Avril 2004

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 9001:2015

Numéro(s) d'approbation : ISO 9001 - 0031282

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

1. Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
2. Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
3. Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
4. Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
5. Gestion des services à la clientèle
6. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
7. Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers

Marta Escudero

Regional Director, Europe

Emis par : LRQA Limited



LRQA Group Limited, its affiliates and subsidiaries and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as "LRQA". LRQA assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or howsoever provided, unless that person has signed a contract with the relevant LRQA entity for the provision of this information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.
Issued for: LRQA Limited, 1 Trinity Park, Bickenhill Lane, Birmingham B37 7ES, United Kingdom

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

LRQA

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001



Certificat en cours :
Date d'expiration :
Numéro de certificat :

2 Décembre 2024
1 Décembre 2027
106592234

Première(s) approbation(s) :
ISO 50001 : 2 Décembre 2018

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 50001:2018

Numéro(s) d'approbation : ISO 50001 – 00028376

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

1. Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
2. Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
3. Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
4. Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
5. Gestion des services à la clientèle
6. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
7. Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers

Marta Escudero

Regional Director, Europe

Emis par : LRQA Limited



LRQA Group Limited, its affiliates and subsidiaries and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as 'LRQA'. LRQA assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or howsoever provided, unless that person has signed a contract with the relevant LRQA entity for the provision of this information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.
Issued by: LRQA Limited, 1 Trinity Park, Bickenhill Lane, Birmingham B37 7ES, United Kingdom

NOTRE CERTIFICAT ISO 14001



Certificat en cours :
Date d'expiration :
Numéro de certificat :

2 Décembre 2024
1 Décembre 2027
10658223

Première(s) approbation(s) :
ISO 14001 - 27 Avril 2004

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

Tour CB21 - 16 place de l'Iris, PB00130, 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 14001:2015

Numéro(s) d'approbation : ISO 14001 – 0079623

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

1. Production et distribution d'eau potable et industrielle 24h/24
2. Collecte et traitement d'eaux usées et/ou d'eaux pluviales
3. Travaux et prestations de services en eau potable, en eau industrielle, en assainissement, en irrigation et gestion des milieux naturels
4. Entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation
5. Gestion des services à la clientèle
6. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau
7. Gestion de la qualité des milieux aquatiques et maîtrise des risques côtiers

Marta Escudero

Regional Director, Europe

Emité par : LRQA Limited



LRQA Group Limited, its affiliates and subsidiaries and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as 'LRQA'. LRQA assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or otherwise provided, unless that person has signed a contract with the relevant LRQA entity for the provision of this information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.
Issued by: LRQA Limited, 1 Trinity Park, Bickenhill Lane, Birmingham B37 7ES, United Kingdom

Page 2 of 40

© SUEZ / Franck Dunouau